

Saint-Barthélémy-d'Anjou, le 13 juin 2023

**La directrice régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

à

**Monsieur le Préfet de Maine et Loire**  
Direction de l'Interministérialité et du  
Développement Durable  
Bureau des Procédures Environnementales  
et Foncières

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Exploitant :	BRANGEON RECYCLAGE
Commune :	St Rémy en Mauges - Montrevault sur Evre
Régime ICPE de l'établissement :	Autorisation - IED
n° AIOT :	063.02271

Par courrier transmis le 15 février 2023, le directeur de la société BRANGEON RECYCLAGE vous a communiqué ainsi qu'à l'inspection des installations classées un dossier complété de modifications de la plateforme de compostage qu'il exploite au lieu-dit « Les Épi-nettes » à St Rémy en Mauges – Montrevault sur Evre.

L'exploitant sollicite également le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux par traitement biologique), visée par la directive IED relatives aux émissions industrielles. Selon les articles R.515-70 et suivants du code de l'environnement et l'article R. 515-72, un dossier de réexamen IED a été joint au porter à connaissance des modifications.

A la demande de l'inspection des installations classées dans son rapport de visite d'inspection en date du 16 novembre 2022, les dossiers de demande de modifications et de réexamen IED transmis le 19 octobre 2022 ont été complétés le 15 février 2023.

Le présent rapport analyse la complétude du dossier et le caractère substantiel des modifications conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement

**Copie** : DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement GUN



Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

et expose l'examen du dossier sur la conformité de l'installation de compostage aux exigences de la directive IED. Il propose les suites à donner.

## **1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE SA SITUATION ADMINISTRATIVE**

Au titre de la réglementation des installations classées, la société BRANGEON RECYCLAGE est autorisée à exploiter une plateforme de compostage située au lieu-dit « Les Épinettes » à St Rémy en Mauges – Montrevault sur Evre (plan en annexe 1).

La situation administrative du site est la suivante :

- arrêté préfectoral du 23 décembre 1999 autorisant la société des transports BRANGEON à exploiter une plateforme de compostage ;
- récépissé de changement d'exploitant au profit de la SAS FERS en date du 3 mai 2010 ;
- arrêté complémentaire du 18 janvier 2012 mettant à jour le tableau de classement des activités de la société FERS ;
- donner acte du préfet du changement de nom au profit de la société BRANGEON RECYCLAGE en date du 6 novembre 2018.

## **2 - ÉVOLUTION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE SUITE A UN CHANGEMENT DE NOMENCLATURE**

Suite aux évolutions de la nomenclature des Installations Classées, la demande de mise à jour du tableau de classement porte sur la rubrique 2780 (compostage) avec la modification du critère de classement en moyenne annuelle (70 t/j) pour une capacité de traitement maximale journalière (200 t/j).

L'exploitant sollicite également le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux par traitement biologique), visée par la directive IED relative aux émissions industrielles. La capacité journalière de déchets traités (capacité de traitement supérieure à 75 t/j) sert de critère au sein des rubriques IED et l'exploitant déclare que la valeur maximale journalière de déchets traités est de 200 t /j.

La mise à jour du classement administratif est liée aux critères de classement IED et ICPE définis dans la note d'exploitation de la DGPR version du 27 avril 2022.

L'exploitant sollicite une légère augmentation de la capacité annuelle de traitement de déchets en compostage de 25 000 tonnes à 30 000 tonnes par an.

## **3 - CARACTÉRISATION DE LA MODIFICATION AU VU DU DOSSIER**

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

L'établissement est situé à St Rémy en Mauges dans la partie Sud-Ouest de la commune. Il est implanté sur les parcelles 108, 109 et 76 section WE du plan cadastral de Montrevault sur Evre pour une surface d'environ 25 000 m<sup>2</sup>.

L'emprise du site est inchangée. Le dossier présente les activités réalisées, les aires et zones de dépôts des déchets.

### 3.1 – Caractéristiques des modifications

La demande de l'exploitant porte sur l'augmentation de 5 000 tonnes par an de déchets traités en compostage sans augmentation de la capacité de traitement journalière qui est de 200 t/j.

Les déchets acceptés en compostage sont des déchets verts, fumiers, déchets de couvoir, coquilles d'œufs, marc de raisin, matières stercoraires, rebuts de fabrication et graisses d'industries agroalimentaires, boues de station d'épuration,...

L'exploitant dispose d'un agrément sanitaire FR 49 316 005 pour le compostage de sous-produits animaux de catégorie 2 et 3 (fientes, fumiers, matières stercoraires, rebuts de fabrication des industries agroalimentaires, déchets de dégrillage, déchets de couvoirs, coquilles d'œufs).

Il sollicite de pouvoir traiter en compostage l'ensemble des sous-produits animaux de catégorie 2 et 3 pouvant être compostés (lisiers, plumes, rebuts de lait, carcasses, poils, colostrum, lait et produits à base de lait,...). La mise à jour de l'agrément sanitaire est en cours d'instruction à la Direction départementale de la protection des populations de Maine et Loire.

### 3.2 - Disposition des installations

Pour l'exploitation de la plateforme de compostage, le site dispose :

- d'une plateforme en enrobé de 20 000 m<sup>2</sup> de réception, compostage, criblage et stockage des produits finis ;
- de deux lagunes étanches de 4 000 m<sup>3</sup> et 4 850 m<sup>3</sup> pour la récupération des eaux de ruissellement et servant à l'arrosage des andains en période estivale ;
- d'une aire de lavage et de désinfection ;
- divers matériels de manutention ;
- un bureau et un atelier.

Un plan d'organisation du site est joint en annexe 1.

Les différentes étapes du processus sont :

- l'acceptation préalable avant l'arrivée sur le site (fiche d'information préalable par le producteur) ;
- la réception sur site : identification, contrôle enregistrement, pesée ;
- le déchargement sur une zone dédiée et contrôle olfactif et visuel des déchets. Les déchets odorants et les sous-produits animaux sont traités dès leur arrivée sur site ;
- le broyage des déchets verts ;
- la fermentation aérobie : les déchets sont mélangés dès réception. Constitution des lots de composts avec les apports de déchets, 4 mois de fermentation avec des retournements réguliers. Le contrôle des températures et humidité effectué en continu à partir de sondes est en cours d'installation ;
- la maturation : les lots sont laissés en maturation au moins 1 mois ;
- le criblage et analyse afin de vérifier la conformité des composts produits à la norme et aux exigences relatives aux sous-produits animaux.

### 3.3 - Installations classées et régime

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement avant et après modification, tel que prévu à l'article L181-1 et à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous :

APC du 18 janvier 2012				Après évolutions de la nomenclature et modifications des installations		Capacité	Ré-gime	Situa-tion admi-nistra-tive **
Rubrique	Désignation des activités	Capacité	Ré-gime	Rubrique	Désignation des activités			
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³	Déchets de bois 1 000 m³	A	2714	Bois	1 000 m³	E	b
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture le dépôt étant supérieur à 200 m³	Quantité stockée 5000 tonnes volume de dépôt 7 200 m³	D	-	Dépôt de supports de culture visé dans la rubrique 2780 (compostage)	-	-	b
2780.1. a)	Installations de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant subi le cas échéant une étape de méthanisation <b>1. a)</b> Compostage de matière végétale brute, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires, la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j	70 t/j*	A	2780.3.a	<b>Installations de compostage de déchets non dangereux</b> ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.  a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Capacité de traitement maximale : 200 t/j	A	b
2780.2. a)	<b>2.a)</b> Compostage de fraction fermentescible des ordures ménagères, de denrées végétales déclassées, de rebus de fabrication de denrées alimentaires végétales, ... La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j	45 t/j*						
2780.3	<b>3.</b> Compostage d'autres déchets ou	45 t/j* * la capacité totale de						

	stabilisation biologique	traitement est limitée à 70 t/j (moyenne annuelle)						
				3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE: - traitement biologique	Capacité de traitement maximale : 200 t/j	A	a

\*\* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

### 3.4 - Mise à jour des risques chroniques et des nuisances

L'augmentation de 5 000 tonnes par an de matières entrantes sur le site n'entraîne pas de nuisances significatives supplémentaires.

Il n'y a pas d'impact notable sur le trafic routier, environ 1 à 2 camions supplémentaires par jour.

Les évacuations de compost seront effectuées plus fréquemment afin de respecter la hauteur réglementaire de 3 m.

Les entrants supplémentaires porteront principalement sur des déchets verts et des boues. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de risques d'odeurs supplémentaires. Les déchets sont traités dès réception et un suivi des odeurs est réalisé avec les riverains. Un plan de gestion des odeurs est mis en place.

Concernant la gestion des eaux, les activités sont réalisées sur des plateformes étanches, les eaux de ruissellement sont collectées dans deux lagunes étanches et aérées de 4 000 m<sup>3</sup> et 4 850 m<sup>3</sup>. Il n'y a aucun rejet d'eau vers le milieu. Les eaux sont évacuées et valorisées dans le cadre d'un plan d'épandage.

A noter que le plan d'épandage fait l'objet d'une mise à jour qui fera l'objet d'une instruction séparée.

### 3.5- Mise à jour des risques accidentels

Le risque principal du site est le risque incendie en raison de la présence de déchets verts en attente de compostage.

Des mesures préventives et de protection contre les risques sont mises en œuvre par l'exploitant ainsi que des moyens en termes de prévention et de lutte contre l'incendie tels que des :

- consignes de sécurité et d'exploitation ;

- formation du personnel aux risques ;
- contrôle périodique des installations électriques, extincteurs ;
- des extincteurs et RIA répartis sur le site ;
- une réserve souple incendie de 120 m<sup>3</sup> ;
- un réseau d'eau et un canon d'arrosage ;
- un poteau incendie à l'entrée du site.

Les risques liés au compostage sont maîtrisés sur le site. Les mesures de maîtrise du risque incendie mises en place par l'exploitant permettent de prévenir la survenue d'un incendie.

Les moyens de défense incendie sont dimensionnés pour répondre aux besoins en eau du site.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction d'un incendie sont envoyées dans les lagunes.

### **3 - DOSSIER DE RE-EXAMEN IED**

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettent à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

La rubrique principale est la 3532 relative à la valorisation de déchets non dangereux par traitement biologique et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont le BREF WT (traitement des déchets).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF WT) sont parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED depuis le 17 août 2022.

Par transmission du 19 octobre 2022 , la société BRANGEON RECYCLAGE a communiqué un dossier de réexamen pour la plateforme de compostage qu'elle exploite sur la commune St rémy en mauges complété en dernier lieu le 15 février 2023.

**Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.**

### **Périmètre IED**

L'établissement est visé par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets. Le périmètre IED correspond à la plateforme de compostage des déchets et ses équipements liés : la voirie, les lagunes.

Les MTD génériques et les MTD sur le traitement biologique sont applicables aux installations IED exploitées par la société BRANGEON RECYCLAGE. Les activités du site ne sont pas visées par des documents BREFs transverses.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets est en outre applicable aux installations classées soumises à autorisation pour la rubrique 3532 depuis le 17 août 2022. Par ailleurs, Le législateur a inclus, dans l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 – modifié le 27 mai 2021 – fixant les règles techniques des installations de compostage soumises à autorisation, les MTD spécifiques méthanisation et compostage.

## **4 - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN**

### **3.1 Complétude du dossier**

Le dossier transmis par la société BRANGEON RECYCLAGE est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
  - système de management environnemental ;
  - inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
  - stockage des déchets ;
  - protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
  - prévention et gestion des déchets ;
  - réduction des nuisances sonores.
  - l'avis de l'exploitant sur l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 du code de l'environnement.

**L'inspection des installations classées considère que les éléments relatifs à la mise en conformité des installations vis-à-vis de la directive IED fournis à ce jour par l'exploitant sont suffisants.**

### **Rapport de base**

L'article L.515-30 du code de l'environnement prévoit que « *l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L.515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L.515-31* ».

Par ailleurs, le 3<sup>ème</sup> alinéa du paragraphe I de l'article R.515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes ;

et

- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Par transmission au préfet en date du 15 février 2023, l'exploitant justifie que les activités de compostage ne sont pas soumises à l'élaboration d'un rapport de base (pas d'utilisation de substances dangereuses et absence de risque contamination du sol).

### Dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

### 3.2 Régularité – *Comparaison aux MTD du BREF sectoriel « Traitement des déchets - WT »*

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités par la société BRANGEON RECYCLAGE ; Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R.515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

Compte tenu des activités du site, les MTD qui s'appliquent aux installations sont les MTD génériques et les MTD spécifiques au traitement biologique.

Le dossier de réexamen positionne les installations du site vis-à-vis de ces MTD.

### 3.3 MTD relatives au management environnemental applicable aux installations de traitement de déchets (MTD1)

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation.

On peut noter notamment que :

- l'établissement dispose et met à jour un système de management environnemental ;
- la politique qualité environnement (PQE) fait partie intégrante du système de management de QE ;
- une planification et mise en place des procédures ;
- un contrôle des performances et prise de mesures correctives ;
- des audits internes.

#### Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets sur la partie relative au management environnemental.

### 3.4 - Inventaire des flux aqueux et gestion de la ressource en eau (MTD 3, 6, 7, 19 et 20)

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant indique que la plateforme de compostage génère des effluents. Les eaux pluviales des aires de réception des déchets, des plateformes de fermentation/matura-



tion et les eaux ayant percolé à travers les andains sont réceptionnées dans un bassin de décantation puis refoulées vers deux lagunes de 4 000 m<sup>3</sup> et 4 850 m<sup>3</sup>.

L'arrêté d'autorisation du 23 décembre 1999 prévoit que les éventuels excédents soient valorisés dans le cadre d'un plan d'épandage. Tout rejet des jus et eaux de ruissellement au milieu naturel est interdit.

Un dossier de mise à jour du plan d'épandage a été transmis, il fait l'objet d'une instruction séparée.

### ***Application des meilleures techniques disponibles***

Aucun rejet d'effluents aqueux n'est effectué. Une analyse de la caractérisation des effluents de la lagune est réalisée une fois par an dans le cadre du plan d'épandage.

#### Analyse de l'inspection

Les NEA-MTD et la surveillance ne sont pas applicables à l'installation de compostage. Il n'y a aucun rejet d'effluent aqueux vers le milieu.

### **3.5 - Émissions atmosphériques (MTD 8, 10, 12, 13 et 14)**

#### **Poussières**

Aucun rejet canalisé n'est recensé sur le site.

#### **Odeurs**

Les déchets réceptionnés peuvent présenter des odeurs. Le compostage est réalisé en extérieur, les conditions météorologiques sont prises en compte lors des retournements. Les déchets sont mis en mélange dès leur arrivée pour réduire les temps de séjour. Une réunion annuelle est organisée avec les riverains. Un tableau de bord journalier recensant les vents, les activités,... et un registre de remontées d'odeurs par les riverains sont tenus à jour par le responsable de la plateforme. En cas de plaintes récurrentes, une caractérisation des odeurs sera réalisée.

#### Analyse de l'inspection

Les déchets peuvent être odorants. Les mesures prises pour limiter les odeurs dans l'environnement du site n'appellent pas de remarque. Des mesures correctives sont prévues en cas de plaintes. Un plan de gestion des odeurs est mis en place.

### **3.6 - Gestion des déchets (MTD 2, 4 et 5)**

La société BRANGEON RECYCLAGE indique mettre en œuvre des procédures spécifiques en ce qui concerne :

- l'acceptation préalable des déchets ;
- la réception ;
- la fermentation ;
- la maturation du compost ;
- le contrôle et le stockage des composts produits.

Les capacités des stockages sont appropriées aux activités du site. Un suivi hebdomadaire des quantités stockées est réalisé. Le sol de la plateforme est étanche. Le personnel est compétent et est formé sur les risques inhérents à la plateforme de compostage.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs à la gestion de la plateforme de compostage n'appellent pas de remarque.

### **3.7 - Prévention des nuisances sonores (MTD 18)**

Concernant les nuisances sonores, les installations bruyantes sont présentes lors de campagnes (cribles, broyeurs). Le site génère peu de bruit, il n'est pas situé en zone sensible. Aucune plainte de nuisances sonores n'a jamais été recensée. Des mesures de bruit sont réalisées tous les 3 ans.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs à la prévention des nuisances sonores n'appellent pas de remarque. Un plan de gestion est mis en place.

### **3.8- MTD spécifiques au traitement biologique (MTD 33 à 39)**

La typologie des matières entrantes est définie, elles font l'objet d'une acceptation préalable.

La séparation des flux d'eau est réalisée. Les eaux de ruissellement de la plateforme de compostage sont dirigées vers les lagunes. Les eaux de toiture du bureau sont collectées séparément. L'eau des lagunes est utilisée pour l'arrosage des andains. Compte tenu de la conception de la plateforme, il est techniquement impossible de séparer les eaux de ruissellement de surface des lixiviats issus des déchets.

Les paramètres réglementaires sont suivis au cours du procédé de compostage. Concernant les dégagements d'odeurs, l'adaptation des activités en fonction des conditions météorologiques est mise en place.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs au compostage n'appellent pas de remarque.

## **5 - 4 – AVIS ET CONCLUSIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Le dossier de demande d'augmentation de la capacité annuelle de traitement est examiné selon les dispositions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement pour les modifications des installations soumises à autorisation environnementale unique.

Selon les conditions d'appréciation fixées à l'article R.181-46-I.1°, l'augmentation du flux annuel de déchets traités en compostage n'est pas considérée comme une modification substantielle. Elle ne modifie pas le classement des installations. Il n'y a pas d'extension géographique. Aucun danger, ni inconvénient significatif supplémentaire en lien avec les modifications apportées n'est recensé.

Concernant la modification de la liste de déchets admis en compostage (sous-produits animaux), l'exploitant, en accord avec l'inspection des ICPE, sursoit à sa demande dans l'attente de la délivrance de la mise à jour de son agrément sanitaire par la DDPP.

La mise à jour du classement administratif est uniquement liée aux critères de classement IED et ICPE définis dans la note d'exploitation de la DGPR version du 27 avril 2022 et aux évolutions de la nomenclature.

Au vu des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées vous propose :

- d'acter la mise à jour du tableau de classement des installations suite aux modifications de la nomenclature ;
- d'acter le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 3532 conformément à l'article R.513-1 du Code de l'environnement ;
- d'acter que l'augmentation de capacité de traitement annuelle ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46-II du Code de l'environnement mais nécessitent néanmoins d'être encadrée dans un arrêté complémentaire pris dans les formes de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Le dossier de réexamen IED est complet et régulier. Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose de notifier à l'exploitant que les annexes 1, 2, 3.1 et 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent sans préjudice des prescriptions fixées dans son arrêté d'autorisation du 23 décembre 1999 modifié et dans l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques des installations de compostage soumises à autorisation.

Le projet d'arrêté complémentaire est joint en annexe de ce rapport. Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le préfet de Maine et Loire de ne pas consulter le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. L'exploitant peut présenter ses observations sur les prescriptions complémentaires. L'inspection propose donc au préfet de communiquer le projet d'arrêté à l'exploitant.

*La réalisation d'un dossier portant à connaissance une modification d'installations classées relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.*

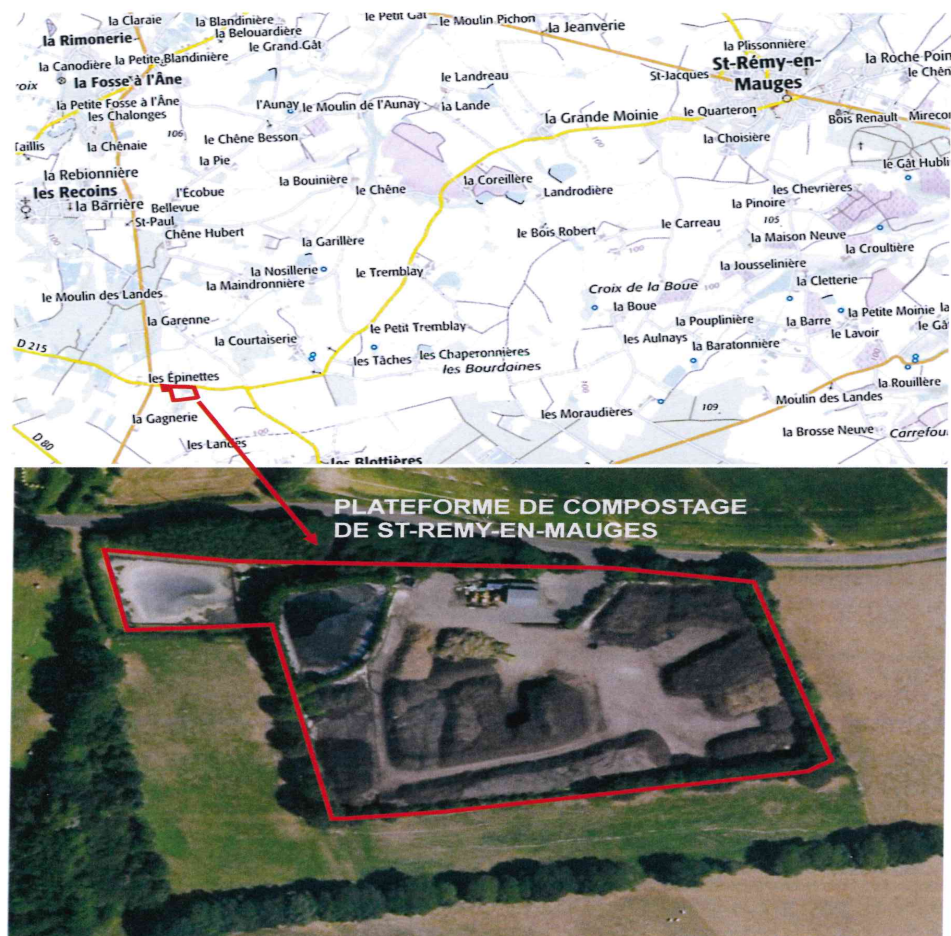
## Annexe 1 Plan de situation



108, 109, 76 section WE.

### 2.2. Localisation du site

La plateforme de compostage est située au lieu-dit « Les Epinettes » dans la partie Sud-Ouest de la commune de Saint-Rémy-en-Mauges. Le site de **Brangeon Recyclage** est implanté sur les parcelles ~~761 et 762~~ section B et 76 section WE du plan cadastral et s'étend sur une superficie totale d'environ 25 000 m<sup>2</sup>.



Plan de localisation et vue aérienne du site de Saint-Rémy-en-Mauges